

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de
centres de loisirs- Autorisation de signer les conventions d'occupation-
Approbation des subventions en nature.**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en

Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf.article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant.

ASSOCIATIONS	ADRESSE ASSOCIATIONS	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant de la Subvention en nature
AQLE	183 Allée de l'Aqueduc 34080 MONTPELLIER	DAUBIE	3 000,00 €
EVEIL EN MOUVEMENT	88, Rue Antoine Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER	TERESA - JULES FERRY	6 440,00 €
FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs 34090 Montpellier	CALMETTE/ AUBIGNE	32 420,00 €
LA GERBE	19, Rue Chaptal 34000 MONTPELLIER	SEVIGNE	6 500,00 €
LE PETIT RELAIS	1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER	PASTEUR/ GARNIER	9 000,00 €
LE RELAIS DES PETITS	1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER	ROUSSEAU	9 000,00 €
LES ENFANTS D'HELENE	286, Av Aiguelongue 34000 MONTPELLIER	MITTERRAND	22 360,00 €
LES FRANCAIS DEL'HERAULT	6, Rue des Bougainvillières résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	BALARD	27 540,00 €
LES FRANCAIS DEL'HERAULT	6, Rue des Bougainvillières résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	RENAUD + NERUDA	13 770,00 €
MUC VACANCES	150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	SIBELIUS	14 250,00 €
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	PASCAL	6 900,00 €
MUC VACANCES	150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	CHAPLIN	11 100,00 €
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	BERNHARDT	10 100,00 €
PEP 34	21, Rue Jean Groux escalier 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4	YOURCENAR	15 700,00 €
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	FLORIAN / SIMON	1 190,00 €
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	MOZART/ MORISOT	6 540,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus,
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe convention locaux ALSH

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1158-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.